

Art. 9. Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 août 1985.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :  
Le Premier Ministre,  
W. MARTENS

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,  
Ch.-F. NOTHOMB

Le Ministre de l'Education nationale,  
D. COENS

Le Ministre du Budget,  
Ph. MAYSTADT

Le Ministre des Affaires sociales,  
J.-L. DEHAENE

Le Ministre de l'Education nationale,  
A. BERTOUILLE

Le Secrétaire d'Etat aux Pensions,  
P. MAINIL

Le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique,  
L. WALTNIEL

MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 85 — 1924

20 AOUT 1985  
Arrêté royal fixant le règlement particulier  
du tribunal du travail d'Anvers

BAUDOUIN, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code judiciaire, notamment l'article 81, modifié par les lois des 30 juin 1971 et 4 août 1978, les articles 82, 83 et 86, l'article 88, modifié par la loi du 15 juillet 1970, les articles 89 à 91, l'article 92, modifié par la loi du 28 juin 1974 et les articles 93, 95 et 96;

Vu les avis du premier président de la cour du travail d'Anvers, du premier président de la cour d'appel d'Anvers et du procureur général à Anvers, du président du tribunal du travail d'Anvers, de l'auditeur du travail à Anvers, du greffier en chef du tribunal du travail d'Anvers et du bâtonnier de l'Ordre des avocats d'Anvers;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le tribunal du travail d'Anvers se compose de treize chambres, d'une chambre de référés et d'un bureau d'assistance judiciaire. A part les matières dont connaissent les deuxième et troisième chambres, la première chambre connaît des contestations prévues aux articles 578, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup> et 8<sup>o</sup>, lorsqu'elles concernent les ouvriers, 580, 4<sup>o</sup>, et 582, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup> du Code judiciaire, ainsi que des contestations se rapportant à la législation relative aux fermetures d'entreprises.

Art. 9. Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit

Gegeven te Brussel, 29 augustus 1985.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege  
De Eerste Minister,  
W. MARTENS

De Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt,  
Ch.-F. NOTHOMB

De Minister van Onderwijs,  
D. COENS

De Minister van Begroting,  
Ph. MAYSTADT

De Minister van Sociale Zaken,  
J.-L. DEHAENE

De Minister van Onderwijs,  
A. BERTOUILLE

De Staatssecretaris voor Pensioenen,  
P. MAINIL

De Staatssecretaris voor Openbaar ambt,  
L. WALTNIEL

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 85 — 1924

20 AUGUSTUS 1985. — Koninklijk besluit  
tot vaststelling van het bijzonder reglement  
voor de arbeidsrechtbank te Antwerpen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Gerechtelijk Wetboek, inzonderheid op artikel 81, gewijzigd bij de wetten van 30 juni 1971 en 4 augustus 1978, op de artikelen 82, 83 en 86, op artikel 88, gewijzigd bij de wet van 15 juli 1970, op de artikelen 89 tot 91, op artikel 92, gewijzigd bij de wet van 28 juni 1974 en op de artikelen 93, 95 en 96;

Gelet op de adviezen van de eerste voorzitter van het arbeidshof te Antwerpen, van de eerste voorzitter van het hof van beroep te Antwerpen en van de procureur-generaal te Antwerpen, van de voorzitter van de arbeidsrechtbank te Antwerpen, van de arbeidsauditeur te Antwerpen, van de hoofdgriffier van de arbeidsrechtbank te Antwerpen en van de stafhouder van de Orde van advocaten te Antwerpen;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie en van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De arbeidsrechtbank te Antwerpen bestaat uit dertien kamers, een kamer voor kort geding en één bureau voor rechtsbijstand. Behoudens de bevoegdheid toegekend aan de tweede en derde kamer neemt de eerste kamer kennis van de zaken bepaald in artikel 578, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup> en 8<sup>o</sup>, wat de werklieden betreft, in artikel 580, 4<sup>o</sup>, in artikel 582, 3<sup>o</sup> en 4<sup>o</sup>, van het Gerechtelijk Wetboek en van de geschillen betreffende de sluiting van de ondernemingen.

La deuxième chambre connaît après distribution par le président du tribunal conformément à l'article 726 du Code judiciaire, des contestations prévues à l'article 578 du Code judiciaire relatives aux contrats de travail pour ouvriers, ainsi que des contestations résultant des contrats d'engagement pour le service des bateaux de navigation intérieure, des contrats d'engagement maritime et des contrats d'engagement portuaire.

La troisième chambre connaît des contestations prévues à l'article 578 du Code judiciaire lorsqu'elles concernent les employés.

La quatrième chambre connaît des demandes prévues à l'article 579, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> du Code judiciaire.

La cinquième chambre connaît des contestations prévues à l'article 580, 1<sup>o</sup> et 7<sup>o</sup> du Code judiciaire, sauf lorsqu'elles se rapportent à la législation relative aux fermetures d'entreprises.

La sixième chambre connaît des contestations relatives à l'application de la loi instituant le droit à un minimum de moyens d'existence (article 580, 8<sup>o</sup>, Code judiciaire), des contestations relatives à l'application de la législation en matière de pensions de retraite et le survie des travailleurs salariés (article 580, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, Code judiciaire), des contestations relatives à l'application de la loi instituant un revenu garanti aux personnes âgées (article 580, 8<sup>o</sup>, Code judiciaire), des contestations relatives à l'attribution d'un complément de rente aux bénéficiaires d'une pension de retraite anticipée (article 580, 9<sup>o</sup>, Code judiciaire) et des contestations relatives à l'attribution de la prépension.

La septième chambre connaît des contestations relatives à l'application de la législation en matière de chômage, de vacances annuelles, d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité et de prépension spéciale pour chômeurs âgés (article 580, 2<sup>o</sup> et 10<sup>o</sup>, Code judiciaire).

Le président de cette chambre siégeant seul, connaît des contestations prévues à l'article 34ter, § 4 de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité et de tous les autres litiges à régler par un juge unique.

Les huitième et neuvième chambres connaissent des contestations prévues à l'article 581 du Code judiciaire.

La neuvième chambre connaît en outre de l'application aux travailleurs indépendants des sanctions administratives visées à l'article 583 du Code judiciaire, et des contestations prévues à l'article 578, 8<sup>o</sup> du même Code lorsqu'elles concernent les travailleurs indépendants.

La dixième chambre connaît des matières prévues à l'article 582, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> du Code judiciaire.

La onzième chambre connaît des contestations civiles résultant d'une infraction aux lois et arrêtés relatifs à la réglementation du travail et aux matières qui relèvent de la compétence du tribunal du travail (article 580, 7<sup>o</sup>, du Code judiciaire), et des contestations prévues à l'article 580, 2<sup>o</sup> du même Code judiciaire.

Elle connaît également des contestations relatives à l'application de la législation en matière de prestation familiales pour travailleurs salariés, des contestations relatives à l'application de la loi instituant des prestations familiales garanties et des contestations relatives aux cotisations dues au Fonds social pour les ouvriers diamantaires.

La douzième chambre connaît, après distribution par le président du tribunal conformément à l'article 726 du Code judiciaire, de toutes les contestations prévues à l'article 578 du Code judiciaire lorsqu'elles concernent les employés.

La treizième chambre connaît, après distribution par le président du tribunal conformément à l'article 726 du Code judiciaire, des contestations prévues à l'article 578 du Code judiciaire lorsqu'elles concernent les employés et de l'application aux employeurs des sanctions administratives visées à l'article 583 de ce Code.

Les affaires relatives à des matières non reprises dans le présent article seront portées devant la chambre que le président désignera. Tel est le cas notamment des matières prévues à l'article 580, 6<sup>o</sup> a), b), c) du Code judiciaire.

Les différentes chambres connaissent en outre, selon la répartition qui en est faite par le président, des affaires relevant des juridictions du travail en vertu de dispositions légales ou réglementaires relatives à des matières non visées par les articles 578 à 583 du Code judiciaire.

**Art. 2.** La première chambre siège les mercredi et jeudi.

La deuxième chambre siège les jeudi et vendredi.

La troisième chambre siège les lundi, mardi et mercredi.

La quatrième chambre siège les jeudi et vendredi.

De tweede kamer neemt kennis van de geschillen bepaald bij artikel 578 van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de arbeids-overeenkomsten voor werklieden na toewijzing door de voorzitter van de rechtbank, overeenkomstig artikel 726 van het Gerechtelijk Wetboek, alsook de geschillen voortvloeiende uit de arbeidsovereenkomsten inzake binnenvaartschepen, zeelieden en havenarbeiders.

De derde kamer neemt kennis van de zaken bepaald bij artikel 578 van het Gerechtelijk Wetboek in verband met de bedienden.

De vierde kamer neemt kennis van de geschillen bepaald in artikel 579, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> en 3<sup>o</sup>, van het Gerechtelijk Wetboek.

De vijfde kamer neemt kennis van de geschillen bepaald in artikel 580, 1<sup>o</sup> en 7<sup>o</sup>, van het Gerechtelijk Wetboek, uitgezonderd de wetgeving inzake sluiting van ondernemingen.

De zesde kamer neemt kennis van de vorderingen inzake: recht op bestaanminimum (artikel 580, 8<sup>o</sup>, Gerechtelijk Wetboek), rust- en overlevingspensioen werknemers (artikel 580, 2<sup>o</sup> en 3<sup>o</sup>), toepassing van de wet tot instelling van het gewaarborgd inkomen voor bejaarden (artikel 580, 8<sup>o</sup>, Gerechtelijk Wetboek), toekenning van een rentebijslag aan de begunstigden met een vervroegd rustpensioen (artikel 580, 9<sup>o</sup>, Gerechtelijk Wetboek), en brugrustpensioen.

De zevende kamer neemt kennis van de geschillen inzake: werkloosheid, jaarlijkse vakantie, verplichte ziekteverzekering en invaliditeitsverzekering en inzake het bijzonder brugpensioen voor oudere werklozen (artikel 580, 2<sup>o</sup> en 10<sup>o</sup>, Gerechtelijk Wetboek).

De voorzitter van deze kamer, alleensprekend, zal ook kennis nemen van de betwistingen bedoeld bij het artikel 34ter, § 4, van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering en van alle andere geschillen, die door een alleensprekend rechter dienen behandeld te worden.

De achtste en de negende kamer nemen kennis van de zaken bepaald in artikel 581 van het Gerechtelijk Wetboek.

De negende kamer neemt tevens kennis van de toepassing op zelfstandigen van de administratieve sancties bedoeld in artikel 583 van het Gerechtelijk Wetboek en van de betwistingen bedoeld in artikel 578, 8<sup>o</sup>, van hetzelfde Wetboek, wanneer het zelfstandigen betreft.

De tiende kamer neemt kennis van de zaken bepaald in artikel 582, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>, van het Gerechtelijk Wetboek.

De elfde kamer neemt kennis van de geschillen van burgerlijke aard die het gevolg zijn van een overtreding van de wetten en besluiten betreffende de arbeidsreglementering en de aangelegenheden onder de bevoegdheid van de arbeidsrechtbank (artikel 578, 7<sup>o</sup>, Gerechtelijk Wetboek), en inzake de geschillen bepaald bij artikel 580, 2<sup>o</sup> van het Gerechtelijk Wetboek.

Zij neemt kennis van de geschillen inzake gezinsbijslag voor werknemers, van de geschillen betreffende de toepassing van de wet tot instelling van gewaarborgde gezinsbijslag en van betwistingen omtrent de bijdragen die aan het Sociaal Fonds voor de diamantarbeiders verschuldigd zijn.

De twaalfde kamer neemt kennis van al de geschillen bepaald bij artikel 578 van het Gerechtelijk Wetboek in verband met bedienden, na toewijzing door de voorzitter van de rechtbank overeenkomstig artikel 726 van het Gerechtelijk Wetboek.

De dertiende kamer neemt kennis van al de geschillen bepaald bij artikel 578 van het Gerechtelijk Wetboek in verband met bedienden, na toewijzing door de voorzitter van de rechtbank overeenkomstig artikel 726 van het Gerechtelijk Wetboek en inzake de toepassing der administratieve sancties op de werkgevers bedoeld bij artikel 583 van hetzelfde Wetboek.

De gevallen niet gebrepen in artikel 1 kunnen door de voorzitter verzonden worden naar de kamer die hij zal aarnduiden. Dit geldt o.m. voor de zaken bedoeld in artikel 580, 6<sup>o</sup> a), b), c) van het Gerechtelijk Wetboek.

Daarenboven neemt elke kamer, overeenkomstig de verdeling door de voorzitter, kennis van de andere zaken waarvan de arbeidsgerechten kennis nemen krachtens wettelijke of reglementaire bepalingen betreffende aangelegenheden die niet genoemd zijn in de artikelen 578 tot 583 van het Gerechtelijk Wetboek.

**Art. 2.** De eerste kamer houdt zitting op woensdag en donderdag.

De tweede kamer houdt zitting op donderdag en vrijdag.

De derde kamer houdt zitting op maandag, dinsdag en woensdag.

De vierde kamer houdt zitting op donderdag en vrijdag.

La cinquième chambre siège le lundi.  
La sixième chambre siège les jeudi et vendredi.  
La septième chambre siège les lundi, mardi et mercredi.

La huitième chambre siège le mercredi.  
La neuvième chambre siège les lundi et mardi.  
La dixième chambre siège les premier et troisième mercredis du mois.

La onzième chambre siège le vendredi.  
La douzième chambre siège le jeudi.  
La treizième chambre siège le mardi.  
Toutes les audiences commencent à 15 heures.

**Art. 3.** Les introductions se font à l'audience du :  
lundi : devant les troisième et cinquième chambres;  
mardi : devant la neuvième chambre;  
mercredi : devant la première chambre;  
jeudi : devant la quatrième chambre;  
vendredi : devant les deuxième et onzième chambres.

Les affaires comportant l'homologation d'un accord (article 65 de la loi sur les accidents du travail) ou l'autorisation de payer un tiers du capital (article 45 de ladite loi) sont fixées à l'audience du vendredi devant la quatrième chambre.

Les affaires relevant des juridictions du travail en vertu de dispositions légales ou réglementaires relatives à des matières non visées par les articles 578 à 583 du Code judiciaire sont introduites :

- devant la première chambre aux audiences prévues à l'article 2, lorsque l'introduction de ces affaires se fait par exploit d'assignation ou par comparution volontaire;
- devant chaque chambre compétente, aux jours correspondants prévus à l'article 2, lorsque l'introduction de ces affaires se fait par requête.

**Art. 4.** Les audiences de référé et celles auxquelles les règles de procédure en matière de référé sont applicables, se tiennent le lundi à 11 h 30 m.

Le bureau d'assistance judiciaire siège le mardi à 11 h 30 m.

**Art. 5.** Les chambres peuvent, selon les besoins du service, tenir des audiences extraordinaires, dont elles fixent elles-mêmes les jours et heures avec l'accord du président du tribunal et, le cas échéant, après consultation du ministère public.

**Art. 6.** Le président peut selon les besoins du service et après avoir pris l'avis de l'auditeur du travail décider de faire tenir, par une ou plusieurs chambres des audiences supplémentaires, dont il fixe les jours et heures.

**Art. 7.** Le président fixe, après avoir pris l'avis de l'auditeur du travail, les jours et heures des audiences de vacation et désigne les magistrats qui doivent y siéger.

**Art. 8.** L'arrêté royal du 29 septembre 1972 abrogeant et remplaçant l'arrêté royal du 30 octobre 1970 fixant le règlement particulier du tribunal du travail d'Anvers est abrogé.

**Art. 9.** Le présent arrêté entre en vigueur le 2 septembre 1985.

**Art. 10.** Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre de l'Emploi et du Travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 20 août 1985.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :  
Le Ministre de la Justice,  
J. GOL

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,  
M. HANSENNE

De vijfde kamer houdt zitting op maandag.  
De zesde kamer houdt zitting op donderdag en vrijdag.  
De zevende kamer houdt zitting op maandag, dinsdag en woensdag.  
De achtste kamer houdt zitting op woensdag.  
De negende kamer houdt zitting op maandag en dinsdag.  
De tiende kamer houdt zitting op de eerste en derde woensdag van de maand.  
De elfde kamer houdt zitting op vrijdag.  
De twaalfde kamer houdt zitting op donderdag.  
De dertiende kamer houdt zitting op dinsdag.  
Alle zittingen beginnen op 15 uur.

**Art. 3.** De inleidingen geschieden op de zitting van :  
maandag : derde en vijfde kamer;  
dinsdag : negende kamer;  
woensdag : eerste kamer;  
donderdag : vierde kamer;  
vrijdag : tweede en elfde kamer.

De zaken die tot voorwerp hebben het bekrachtigen van een overeenkomst (artikel 65 van de arbeidsongevallenwet) en het verlenen van machtiging voor het uitkeren van een derde van het kapitaal (artikel 45 voornoemde wet) worden vastgesteld op de zitting van vrijdag voor de vierde kamer.

De andere zaken waarvan de arbeidsgerechten kennis nemen krachtens wettelijke of reglementaire bepalingen betreffende aangelegenheden die niet genoemd zijn in de artikelen 578 tot 583 van het Gerechtelijk Wetboek worden ingeleid :

- voor de eerste kamer, op de bij artikel 2 bepaalde zittingen voor de zaken ingeleid bij exploit van dagvaarding of bij vrijwillige verschijning;
- voor elke bevoegde kamer, op de dagen respectievelijk bepaald bij artikel 2, voor de zaken ingeleid bij verzoekschrift.

**Art. 4.** De zittingen in kort geding en die waarop de procedureregelen van het kort geding van toepassing zijn, worden elke maandag gehouden om 11 h. 30 m.

Het bureau voor rechtsbijstand houdt zitting op dinsdag om 11 u. 30 m.

**Art. 5.** De kamers kunnen volgens de behoeften van de dienst buitengewone zittingen houden waarvan zij zelf de dag en het uur bepalen in overleg met de voorzitter van de rechtbank, in voorkomend geval na overleg met het openbaar ministerie.

**Art. 6.** In het belang van de dienst kan de voorzitter, na het advies van de arbeidsauditeur te hebben ingewonnen, beslissen dat een of meer kamers bijkomende zittingen houden op de dag en het uur die hij vaststelt.

**Art. 7.** De voorzitter stelt, na het advies van de arbeidsauditeur te hebben ingewonnen, de dag en het uur van de vakantiezittingen vast en wijst de dienstdoende magistraten aan.

**Art. 8.** Het koninklijk besluit van 29 september 1972 tot opheffing en vervanging van het koninklijk besluit van 30 oktober 1970 tot vaststelling van het bijzonder reglement voor de arbeidsrechtbank te Antwerpen, wordt opgeheven.

**Art. 9.** Dit besluit treedt in werking op 2 september 1985.

**Art. 10.** Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 20 augustus 1985.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :  
De Minister van Justitie,  
J. GOL

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
M. HANSENNE